

Procès-verbal du conseil  
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

**RÉUNION EXTRAORDINAIRE DU CONSEIL  
16 NOVEMBRE 2022**

MERCREDI, le seizième jour du mois de novembre deux mille vingt-deux (16 novembre 2022), une séance extraordinaire des membres du Conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux est tenue au bureau de celui-ci (630, rue Principale, Saint-Luc-de-Vincennes), à compter de DIX-SEPT HEURES (17 h), à laquelle sont présents :

Madame France Bédard, mairesse de Saint-Prosper-de-Champlain;  
Monsieur Gérard Bruneau, maire de Saint-Maurice;  
Monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel;  
Monsieur Christian Fortin, maire de Batiscan;  
Monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan;  
Monsieur Michel Larrivière, représentant de Saint-Narcisse;  
Monsieur Luc Pellerin, maire de Saint-Stanislas;  
Madame Suzanne Rompré, mairesse de Sainte-Anne-de-la-Pérade;

Formant quorum sous la présidence de monsieur Guy Simon, préfet suppléant de la MRC des Chenaux et maire de Champlain.

**ÉTAIENT ABSENTS**

Monsieur Daniel Houle, maire de Saint-Luc-de-Vincennes;  
Monsieur Guy Veillette, préfet et maire de Saint-Narcisse.

**ASSISTAIENT ÉGALEMENT À LA RÉUNION**

Monsieur Patrick Baril, directeur général;  
Monsieur Éric Lesage, directeur du service d'aménagement du territoire;  
Monsieur Danny Roy, observateur.

**1. OUVERTURE DE LA SÉANCE**

La séance est ouverte à dix-sept heures, sous la présidence de monsieur Guy Simon, préfet suppléant.

**2. CONSTATATION DE L'AVIS DE CONVOCATION**

Tous les membres présents à l'assemblée constatent que l'avis de convocation a été signifié, tel que requis par le *Code municipal* du Québec.

2022-11-259

**3. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Il est proposé par monsieur Christian Fortin, maire de Batiscan, appuyé par monsieur Christian Gendron, maire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, et résolu d'adopter l'ordre du jour suggéré.

**ORDRE DU JOUR**

1. Ouverture de la séance;
2. Constatation de l'avis de convocation;
3. Adoption de l'ordre du jour;

Procès-verbal du conseil  
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

4. Avis de motion et dépôt du projet de règlement numéro 2022-141, modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé numéro 2007-02-47 concernant l'ajout de nouvelles cartes de zones potentiellement exposées aux glissements de terrain relativement au cadre normatif instauré par le gouvernement en 2017;
5. Période de questions;
6. Clôture de la séance.

Adoptée.

**4. AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2022-141, MODIFIANT LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT RÉVISÉ NUMÉRO 2007-02-47 CONCERNANT L'AJOUT DE NOUVELLES CARTES DE ZONES POTENTIELLEMENT EXPOSÉES AUX GLISSEMENTS DE TERRAIN RELATIVEMENT AU CADRE NORMATIF INSTAURÉ PAR LE GOUVERNEMENT EN 2017**

Monsieur Gérard Bruneau, maire de la municipalité de Saint-Maurice, par la présente :

- Donne avis de motion qu'il sera adopté, à une séance subséquente, un règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé no. 2007-02-47 concernant l'ajout de nouvelles cartes de zones potentiellement exposées aux glissements de terrain relativement au cadre normatif instauré par le gouvernement en 2017.
- Dépose le projet de règlement 2022-141, modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé no. 2007-02-47 concernant l'ajout de nouvelles cartes de zones potentiellement exposées aux glissements de terrain relativement au cadre normatif instauré par le gouvernement en 2017.

**PROJET DE RÈGLEMENT NUMÉRO 2022-141**

**Modifiant le schéma d'aménagement et de développement révisé  
no. 2007-02-47 concernant l'ajout de nouvelles cartes de zones  
potentiellement exposées aux glissements de terrain relativement au cadre  
normatif instauré par le gouvernement en 2017**

Attendu que le règlement numéro 2007-02-47 relatif au Schéma d'aménagement et de développement révisé est entré en vigueur sur le territoire de la MRC des Chenaux le 21 juin 2007;

Attendu que le Service d'aménagement de la MRC a été informé de l'ajout de nouvelles cartographies produites par le ministère des Transports représentant de nouvelles zones potentiellement exposées aux glissements de terrain dans la municipalité de Sainte-Geneviève-de-Batiscan;

Attendu que ces nouvelles zones potentiellement exposées aux glissements de terrain doivent être intégrées au document complémentaire du Schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC;

Attendu que le dernier cadre normatif de 2017 doit être intégré au document complémentaire du Schéma d'aménagement et de développement révisé de la MRC;

## Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

Attendu que la MRC doit respecter les orientations gouvernementales en matière d'aménagement et de sécurité publique lorsqu'elle souhaite procéder à des modifications de son Schéma d'aménagement et de développement révisé;

Attendu qu'il y a lieu d'apporter les modifications nécessaires pour éviter toutes ambiguïtés;

Attendu que l'avis de motion et le dépôt du projet de règlement à la séance extraordinaire du Conseil du 16 novembre 2022;

À ces causes, il est proposé par \_\_\_\_, maire de \_\_\_\_, appuyé par \_\_\_\_, maire de \_\_\_\_, que le Conseil de la MRC des Chenaux adopte à l'unanimité le règlement no. 2022-141 modifiant le Schéma d'aménagement et de développement révisé no. 2007-02-47 et qu'il y soit statué et décrété ce qui suit :

### **Article 1**

L'alinéa suivant est ajouté après le 8<sup>e</sup> alinéa de la sous-section « Les zones à risque de glissement de terrain » de la section « La sécurité publique » :

En 2022, deux nouvelles cartographies ont été produites par le ministère des Transports pour le ministère de la Sécurité publique, ces cartographies localisent de nouvelles zones potentiellement exposées aux glissements de terrain (ZPEGT) dans la municipalité de Sainte-Geneviève-de-Batiscan. Conséquemment, celles-ci ont préséance sur les anciennes cartes et sont totalement applicables au dernier cadre normatif (2017) pour le contrôle de l'utilisation du sol dans les zones de contraintes relatives aux glissements de terrain dans les dépôts meubles.

### **Article 2**

L'article 6.1 du document complémentaire est totalement remplacé par ce qui suit :

#### **DÉFINITIONS**

##### *ABATTAGE D'ARBRES*

Tout prélèvement d'arbres ou d'arbustes fait selon différents types de coupes et ayant pour effet de déboiser en partie ou en totalité une superficie donnée.

##### *BANDE DE PROTECTION*

Parcelle de terrain au sommet ou à la base d'un talus figurant sur la carte de zones de contraintes relatives aux glissements de terrain, à l'intérieur de laquelle des normes doivent être appliquées.

##### *CHEMIN D'ACCÈS PRIVÉ*

Route ou rue privée qui mènent à un bâtiment principal.

##### *CLINOMÈTRE (COMPAS CIRCULAIRE OPTIQUE)*

Instrument de poche, utilisé sur le terrain, permettant d'évaluer l'inclinaison et la hauteur d'un talus.

##### *COEFFICIENT DE SÉCURITÉ*

Coefficient calculé selon les règles de l'art en géotechnique dans le but d'évaluer la stabilité d'un talus (plus la valeur est élevée, plus la stabilité relative est élevée.)

## Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

### CONCENTRATION D'EAU

Action de réunir et de concentrer les eaux de pluie, de ruissellement ou de rejet industriel par des ouvrages appropriés et de les diriger vers un même point.

### COUPE D'ASSAINISSEMENT

Prélèvement inférieur à 50 % du couvert forestier des arbres endommagés, dégradés (morts ou affaiblis par la maladie ou les insectes), mal formés ou vulnérables en vue d'assainir le boisé, et ce, en prenant les précautions nécessaires pour éviter l'érosion par l'eau (p. ex., dégagement manuel).

### COUPE DE CONTRÔLE DE LA VÉGÉTATION

Dégagement manuel de moins de 50 % de la végétation arbustive et herbacée permettant, entre autres, de limiter la concurrence exercée sur des essences recherchées ou encore de créer une percée visuelle.

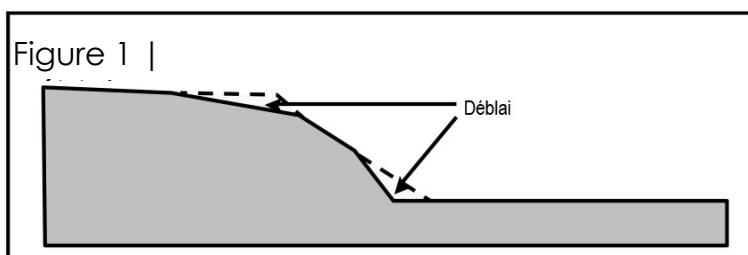
### DÉBLAI

Action d'enlever des terres ou les terres enlevées par cette opération.

Sont considérés comme des déblais les travaux d'enlèvement des terres :

- Dont le but est d'adoucir en tout ou en partie un talus (exemple figure 1 au sommet),
- dont le but est de niveler le terrain à la base d'un talus (exemple figure 1 à la base).

Le déblai se différencie de l'excavation par l'obtention d'une forme qui se termine en biseau par rapport aux surfaces adjacentes.



### DÉPÔTS MEUBLES

Matériaux minéraux non consolidés et d'épaisseur variable, qui reposent sur le substratum rocheux. Il peut s'agir d'argile, de silt, de sable, de gravier, de cailloux, etc.

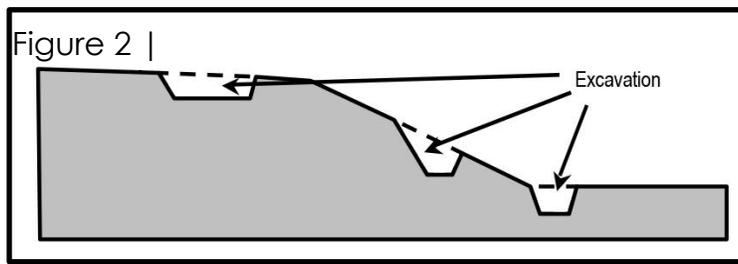
### EXPERTISE GÉOTECHNIQUE

Étude ou avis réalisés par un ingénieur en géotechnique dans le but d'évaluer la stabilité d'un talus ou l'influence de l'intervention projetée sur celle-ci.

### EXCAVATION

Action de creuser une cavité dans un terrain ou résultat de cette action (figure 2). (L'excavation se différencie du déblai par l'obtention d'une forme en creux.)

Procès-verbal du conseil  
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux



FONDATIONS

Ouvrages en contact avec le sol destinés à répartir les charges et à assurer, à la base, la stabilité d'une construction (p. ex., fondations sur semelle, sur pieux, sur pilotis, sur radier ou sur dalle de béton).

GLISSEMENT DE TERRAIN

Mouvement d'une masse de sols, le long d'une surface de rupture, qui s'amorce dans un talus sous l'effet de la gravité (la surface de rupture est celle le long de laquelle glisse la masse de sols).

INCLINAISON

Obliquité d'une surface par rapport à l'horizontale.

La mesure de l'inclinaison peut s'exprimer de différentes façons (figure 3). La valeur en degré est donnée par rapport à la mesure de l'angle (dans l'exemple de la figure 3A, cette valeur est de 27° degrés) et varie de 0° pour une surface parfaitement horizontale, à 90° pour une surface parfaitement verticale.

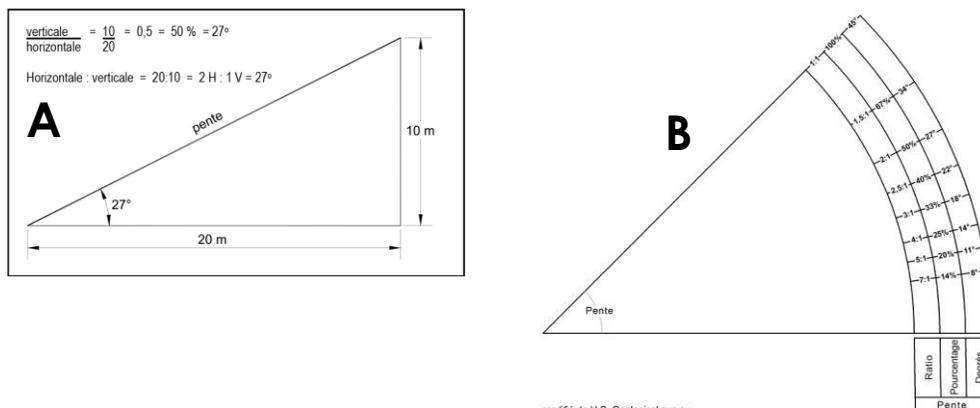
La valeur en pourcentage est obtenue en faisant le rapport entre la distance verticale (aussi appelée hauteur) et la distance horizontale (dans l'exemple de la figure 3A, 50 % signifie que la distance verticale représente 50 % de la distance horizontale).

Le rapport géométrique (ratio) représente les proportions entre la hauteur et la distance horizontale. On utilise généralement les lettres majuscules H et V pour préciser les valeurs représentant respectivement l'horizontale et la verticale (dans l'exemple de la figure 3A, « 2H : 1V » signifie que la distance horizontale est deux fois supérieure à la hauteur qui représente la distance verticale).

La figure 3B illustre la correspondance entre ces trois systèmes de mesure.

La distance horizontale, entre la base et le sommet du talus, doit toujours être mesurée selon l'horizontale et non pas en mesurant la longueur du talus en suivant la pente.

Figure 3 | Façons d'exprimer une inclinaison (A : en degrés, en pourcentage et en proportion, B : correspondance entre les trois systèmes de mesure)



## Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

### *INGÉNIEUR EN GÉOTECHNIQUE*

Ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec (OIQ), possédant une formation en génie civil, en génie géologique ou en génie minier et ayant un profil de compétences en géotechnique, tel qu'il est défini par l'OIQ.

### *INFRASTRUCTURES*

Installations qui offrent à la collectivité des services essentiels. Ces installations sont souvent des réseaux et sont généralement aménagées au sol ou en sous-sol (p. ex., aqueduc et égout, voirie, réseau de transport collectif structurant, énergie, télécommunication, etc.).

### *MARGE DE PRÉCAUTION*

Parcelle de terrain comprise dans une bande de protection délimitée sur la carte et dont la largeur est inférieure à celle de la bande de protection. Sa limite borde le sommet ou la base du talus.

### *PRÉCAUTIONS*

Dans une expertise géotechnique, actions et interventions recommandées afin d'éviter de provoquer un éventuel glissement de terrain (cela peut inclure les méthodes de travail à appliquer lors de la réalisation de différentes interventions).

### *RÉFECTION*

Action de refaire, réparer, remettre à neuf afin de rendre plus conforme aux normes (p. ex., Code national du bâtiment, économie d'énergie, salubrité, etc.) ou le rendre plus opérationnel (p. ex., adaptation pour personnes handicapées, etc.). Dans le cas des installations septiques, des fondations d'un bâtiment et de certains travaux d'infrastructures du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports, la réfection peut impliquer la démolition. Une réfection de bâtiment ne peut impliquer sa démolition. Dans ce cas, il s'agira plutôt d'une reconstruction.

### *REMBLAI*

Opération de terrassement consistant à rapporter des terres pour faire une levée, pour combler une cavité ou pour niveler un terrain ou les terres résultant de cette action.

### *RECONSTRUCTION*

Action de rétablir, dans sa forme ou dans son état d'origine, un bâtiment détruit, devenu dangereux ou ayant perdu au moins 50 % de sa valeur à la suite d'un incendie, de la manifestation d'un aléa ou de quelque autre cause (la reconstruction du bâtiment doit débuter dans un délai de 18 mois).

### *SITE*

Terrain ou lot où se situe l'intervention projetée.

### *STABILITÉ*

État d'équilibre que possède un talus par rapport aux forces gravitaires.

# Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

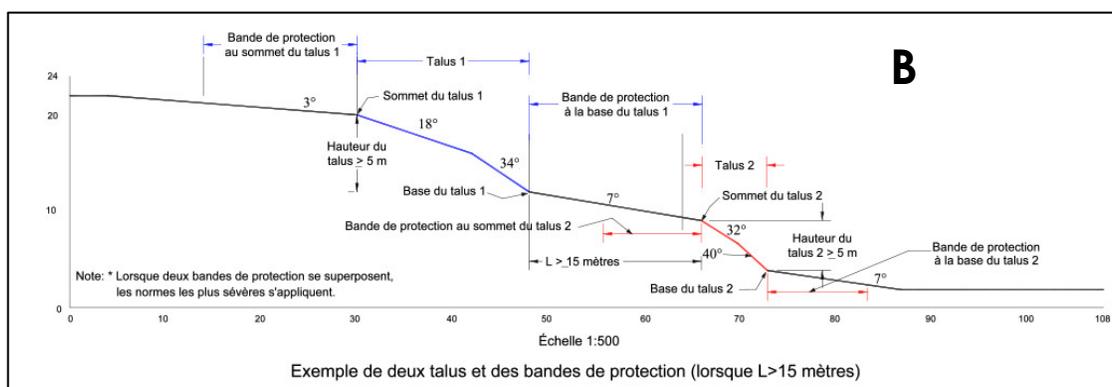
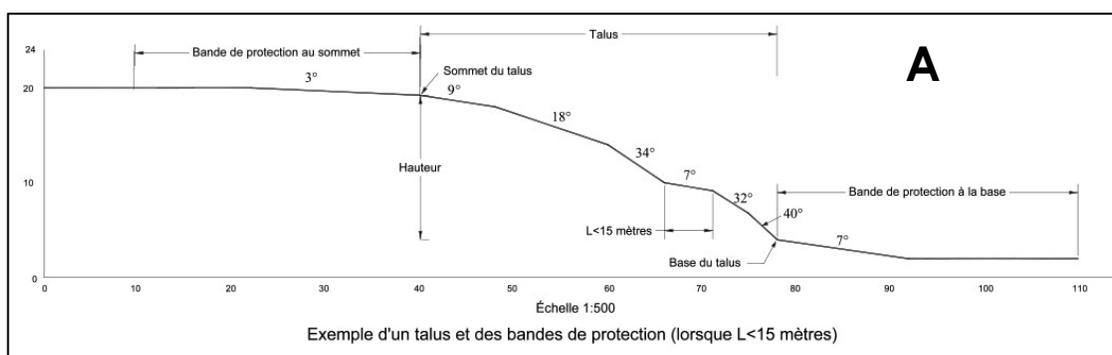
## TALUS

Terrain en pente généralement d'une hauteur de 5 m ou plus, possédant des caractéristiques le prédisposant aux glissements de terrain d'origine naturelle ou anthropique dont le sommet et la base sont définis de la manière suivante :

- Pour un talus composé de sols à prédominance\* argileuse, le sommet et la base du talus sont déterminés par un segment de pente dont l'inclinaison est inférieure à  $8^{\circ}$  (14 %) sur une distance horizontale (L) supérieure à 15 m (figure 4).
- Pour un talus composé de sols hétérogènes ou de sols à prédominance\* sableuse, le sommet et la base du talus sont déterminés par un segment de pente dont l'inclinaison est inférieure à  $14^{\circ}$  (25 %) sur une distance horizontale (L) supérieure à 15 m.

\* La prédominance correspond au type de sol qui conditionnera le comportement mécanique qu'adopte l'ensemble du talus lors d'une rupture.

Figure 4 | Détermination du sommet et de la base d'un talus composé de sols à prédominance argileuse [plateau de moins de 15 m (croquis A) et plateau de plus de 15 m (croquis B)]



## TERRAINS ADJACENTS

Terrains dont la stabilité peut être modifiée à la suite de l'intervention projetée ou qui peuvent être touchés par un glissement de terrain amorcé au site étudié (les terrains adjacents peuvent dans certains cas être beaucoup plus loin que le site de l'intervention projetée).

## USAGE SENSIBLE

Usage d'un bâtiment ou d'un terrain accueillant un grand nombre de personnes au même moment ou pour une période prolongée ou abritant une clientèle plus vulnérable (p. ex., clientèle requérant de l'aide lors d'évacuation ou qui ne peut se protéger par elle-même : les enfants, les aînés, les personnes à mobilité réduite, etc.) :

- garderies et services de garde (centres de la petite enfance visés par la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance);

## Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

- établissements d'enseignement visés par la *Loi sur l'enseignement privé* et la *Loi sur l'instruction publique*;
- installations des établissements de santé et de services sociaux visés par la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, y compris les ressources intermédiaires et de type familial;
- résidences privées pour aînés; usages récréatifs intensifs (terrains de camping et de caravaning, terrains sportifs (soccer, baseball, piscine, etc.);
- tout autre usage dont la clientèle peut être jugée vulnérable.

### USAGES AUX FINS DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Usage d'un bâtiment ou d'un terrain dont la fonction est en lien avec la sécurité des personnes et des biens d'un territoire :

- postes de police;
- casernes de pompiers;
- garages d'ambulances;
- centres d'urgence 9-1-1;
- centres de coordination de la sécurité civile;
- tout autre usage aux fins de sécurité publique.

### Article 3

L'article 6.2 est totalement remplacé par ce qui suit :

Les zones à risque de glissement de terrain sont illustrées sur la cartographie du règlement de contrôle intérimaire (RCI) de la MRC de Francheville numéro 87-01-48, sur la cartographie du schéma d'aménagement de la MRC du Centre-de-la-Mauricie (règlement numéro 99-01) et sur la cartographie produite en 2022 par le ministère des Transports (MTQ). La cartographie produite par le MTQ en 2022 a préséance sur la cartographie du RCI de la MRC de Francheville numéro 87-01-48, plus particulièrement au plan 86-3214-RCI et est appliquée relativement au cadre normatif instauré par le gouvernement en 2017, et ce, dans toute son intégralité.

La cartographie annexée comprend les plans suivants :

#### **Cartographies produites par le MTQ en 2022 (règlement 2022-140) :**

\*Application des articles 6.10 à 6.14

- Plan numéro C31109-050-0103\_v1\_SGB\_2022-140 (Ste-Geneviève-de-Batiscan)
- Plan numéro C31109-050-0203\_v1\_SGB\_2022-140 (Ste-Geneviève-de-Batiscan)

#### **Cartographies du RCI de la MRC de Francheville numéro 87-01-48 :**

\*Application des articles 6.3 à 6.9 et 6.14

- Plan numéro 86-3204-RCI Batiscan
- Plan numéro 86-3205-RCI Champlain
- Plan numéro 86-3201-RCI Sainte-Anne-de-la-Pérade
- Plan numéro 86-3214-RCI MODIF 2022-140 Sainte-Geneviève-de-Batiscan
- Plan numéro 86-3215-RCI Saint-Luc-de-Vincennes
- Plan numéro 86-3216-RCI Saint-Maurice
- Plan numéro 86-3226-RCI Saint-Narcisse
- Plan numéro 86-3212-RCI Saint-Prosper-de-Champlain
- Plan numéro 86-3220-RCI Saint-Stanislas

## Procès-verbal du conseil de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

### **Cartographie du schéma d'aménagement de la MRC du Centre-de-la-Mauricie (règl. 99-01) : \*Application des articles 6.3 à 6.9 et 6.14**

- Plan numéro 440-87-05 Notre-Dame-du-Mont-Carmel

Les cartographies du RCI de la MRC de Francheville et celle du Schéma d'aménagement de la MRC du Centre-de-la-Mauricie illustrent les zones à risque de glissement de terrain déterminées par le MERN comme suit :

- Zone à risque élevé, identifiée par 1 ou A
- Zone à risque moyen, identifiée par 2 ou B
- Zone à risque faible, identifiée par 3 ou C

Certains de ces plans illustrent également d'autres zones à risque de glissement de terrain déterminées par les anciennes MRC de Francheville et du Centre-de-la-Mauricie. De plus, les cartographies produites par le MTQ en 2022 ont préséance dans les zones définies sur le plan numéro 86-3214-RCI MODIF 2022-140. Les désignations des zones potentiellement exposées aux glissements de terrain respectent le cadre normatif de 2017 dans son intégralité et doivent s'y référer.

#### **Article 4**

Le plan numéro 86-3214-RCI est remplacé par la cartographie portant le nom 86-3214-RCI MODIF 2022-140 (voir annexe « A »). Les modifications apportées représentent seulement les zones où les nouvelles cartes du MTQ produites en 2022 s'appliquent, le reste demeure inchangé.

#### **Article 5**

Les plans numéro C31109-050-0103\_v1\_SGB\_2022-140 (annexe « B ») et C31109-050-0103\_v1\_SGB\_2022-140 (annexe « C ») sont ajoutés au présent règlement.

#### **Article 6**

Le titre de l'article 6.3 est remplacé par ce qui suit :

Classement des zones à risque de glissement de terrain en référence aux cartographies du RCI de la MRC de Francheville numéro 87-01-48 et au règlement 99-01 du Schéma d'aménagement de la MRC du Centre-de-la-Mauricie.

#### **Article 7**

L'article 6.13 intitulé « Validité de l'expertise » devient l'article 6.14.

#### **Article 8**

L'article 6.10 est représenté par le tableau 1.1 se référant au dernier cadre normatif de 2017, tel qu'illustré dans l'annexe « D ».

#### **Article 9**

L'article 6.11 est représenté par le tableau 1.2 se référant au dernier cadre normatif de 2017, tel qu'illustré dans l'annexe « E ».

#### **Article 10**

L'article 6.12 est représenté par le tableau 2.1 se référant au dernier cadre normatif de 2017, tel qu'illustré dans l'annexe « F ».

Procès-verbal du conseil  
de la Municipalité régionale de comté des Chenaux

**Article 11**

L'article 6.13 est représenté par le tableau 2.2 se référant au dernier cadre normatif de 2017, tel qu'illustré dans l'annexe « G ».

**Article 12**

Le présent règlement entre en vigueur, conformément à la loi.

**5. PÉRIODE DE QUESTIONS**

Aucune question n'est posée à la séance.

2022-11-260

**6. CLÔTURE DE LA SÉANCE**

À dix-sept heures quinze (17h15), il est proposé par monsieur Luc Dostaler, maire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, appuyé par monsieur Michel Larrivière, représentant de Saint-Narcisse, et résolu de lever la présente séance.

Adoptée.

\_\_\_\_\_  
DIRECTEUR GÉNÉRAL

\_\_\_\_\_  
PRÉFET